

3€

regards

N°42/MAI 2014

**EUROPÉENNES
FRONT DE GAUCHE**

**POURQUOI
VOTER ?**

**ENTRETIEN AVEC
MYRIAM MARTIN**

Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction
Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique
Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction
Benoit Borrits, Sophie Courval,
Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Aline Pénitot,
Emmanuel Riondé, Catherine Tricot,
Nathanaël Uhl

Secrétariat de rédaction
Sophie Courval

Administration et abonnements
Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Comptabilité
comptabilite@regards.fr

Publicité
Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards
Directrice de la publication
et gérante
Clémentine Autain

SOMMAIRE N°42

p.4 Autoportrait

Liêm Hoang Ngoc

p.6 Dossier

Européennes pourquoi voter ?

p.22 Isabelle Lorand

Nous voilà deux ans après

p.24 Alstom

Ce que propose la CGT

p.34 Essai

**La grande bifurcation,
imaginer l'après
néo-libéralisme**

p.36 Sur un plateau

**Les effets de plateau
de Montebourg et du PDG
d'Alstom**

p.46 Bernard Hasquenoph

Jaurès n'est pas mort

DU BROUILLAGE À LA REFONDATION

François Hollande fête ses deux années de mandat dans un climat de sidération à gauche et de colère sourde dans son électorat. L'abstention massive aux élections municipales, et singulièrement à gauche ce qui a permis les victoires de la droite, exprime la rancœur du moment. D'alternances en alternances, rien ne change, rien ne s'améliore, tout se détériore d'un point de vue économique, démocratique, social, écologique. Les repères idéologiques sont brouillés par ce gouvernement qui se dit de gauche mais qui mène une politique de droite. Hollande nous a mis l'Est en Ouest. C'est le désarroi qui grandit et la droite dure qui ramasse la mise.

Le Front de gauche ne tire pas les marrons du feu. Aussi déplorables soient-elles, les querelles internes, le style des uns ou des autres, les dissensions stratégiques ou les vieilles routines de fond comme de forme ne sont pas seules en cause. La polarité des idées à droite ne lui facilite pas la tâche et l'atonie sociale ne lui donne pas les ailes dont il aurait besoin. Et pourtant, quelque chose est peut-être sur le point de s'éveiller. 41 députés socialistes se sont abstenus sur l'austère projet de loi de Manuel Valls. Une majorité de députés EELV a voté contre, alors que les mêmes s'étaient abstenus au sujet de la confiance au Premier ministre. La manifestation du 12 avril initiée par le Front de gauche, le NPA et des forces du mouvement social n'a pas déplacé les foules mais fut réussie, marquant une nouvelle étape dans le rassemblement possible et souhaitable. Les embûches ne manquent pas pour qu'un nouvel arc de forces puisse se constituer et disputer l'hégémonie à gauche d'un Parti socialiste en déroute. Mais le camp du refus aux choix de l'austérité et du renoncement grandit. Pour éviter le pire, il faut que ces éléments prometteurs convergent et donnent le meilleur d'eux-mêmes, ensemble. Dans la nuit noire d'une gauche défaite qui fait le lit du désespoir et de l'extrême droite, il faut voir les lucioles qui éclairent un meilleur avenir. ↪ CLÉMENTINE AUTAIN



Liêm Hoang Ngoc

répond à notre questionnaire de Proust



50 ans

Économiste, membre du bureau national du Parti socialiste Français

Député européen (jusqu'au 25 mai)

Présent à la manifestation du 12 avril contre l'austérité

Ma vertu préférée

Sagesse, connaissance, tempérance.

Ce que j'apprécie le plus chez mes ami-e-s

L'intelligence, la complicité.

Mon principal défaut

Le doute.

Mon occupation préférée

Cuisiner, écrire des pamphlets, grimper le col d'Aspin, travailler mon coup droit.

Mon rêve de bonheur

Une retraite dans le Gers avec la femme de ma vie.

Ce que je voudrais être

Un grand joueur de foot des années 1970.

Le pays où je désirerais vivre

La France.

Ma couleur préférée

Le rouge.

La fleur que j'aime

La rose.

Mes auteurs favoris en prose

Molière, Anouilh.

Mes héros dans la fiction

Alceste, Columbo, Diego de la Vega.

Mes héroïnes favorites dans la fiction

Antigone.

Mes héros dans la vie réelle

Camille Desmoulins, Jean Moulin, Alexis Tsipras.

Mes héroïnes de l'histoire

Les sœurs Trung (instigatrices du premier soulèvement du Vietnam contre la Chine en 39 après J.C), Hoang Thi Hong Ninh (ma tante, résistante vietnamienne aux côtés d'Ho Chi Minh).

Ce que je déteste par-dessus tout

La trahison, la vanité, la prétention, l'incompétence

Personnages historiques que je méprise le plus

Barras, Pierre Laval.

La réforme que j'estime le plus

L'invention de la sécurité sociale en 1945.

Les fautes qui m'inspirent le plus d'indulgence

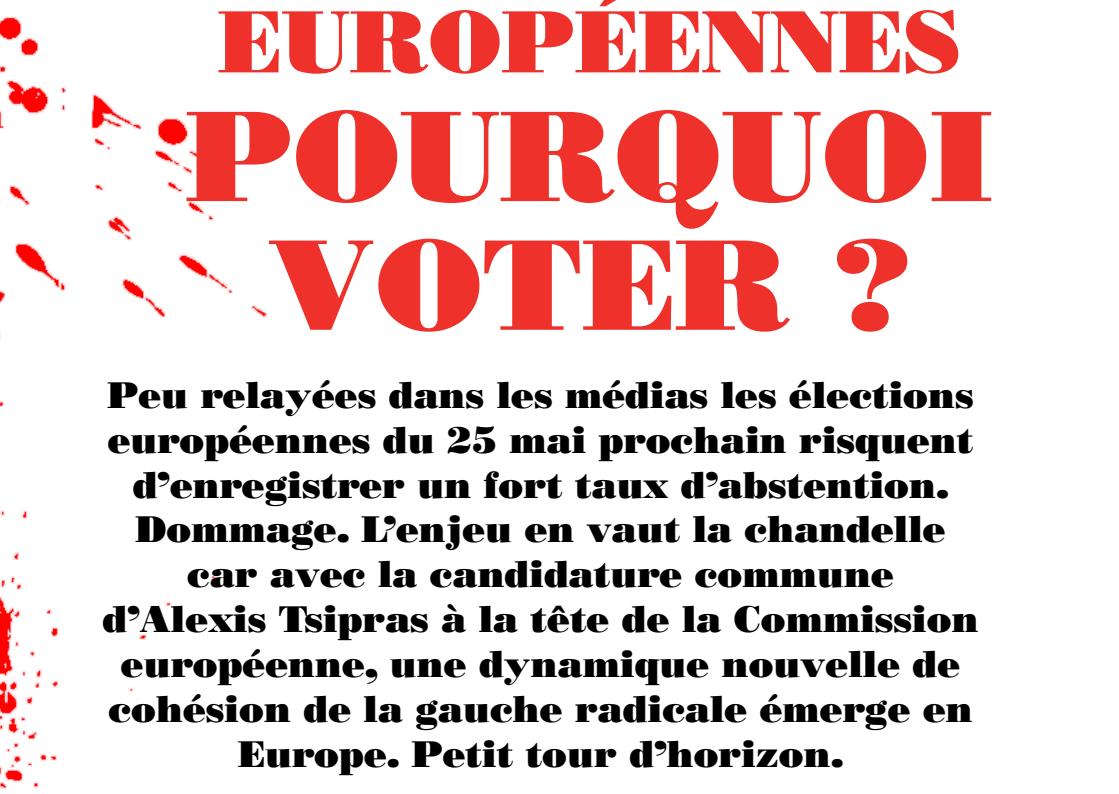
Celles de mes enfants.

Ma devise

Démocratie et Egalité.

Mon état d'esprit actuel

Socialiste affligé



ÉLECTIONS POURQUOI VOTER ?

Peu relayées dans les médias les élections européennes du 25 mai prochain risquent d'enregistrer un fort taux d'abstention. Dommage. L'enjeu en vaut la chandelle car avec la candidature commune d'Alexis Tsipras à la tête de la Commission européenne, une dynamique nouvelle de cohésion de la gauche radicale émerge en Europe. Petit tour d'horizon.

Que fabrique le Front de gauche ?

Être visible et unis nationalement.
Proposer une alternative crédible.
Montrer la dynamique de la gauche radicale à l'échelle de l'Europe. Candidate dans la région Ouest, Myriam Martin revient sur les enjeux des élections européennes pour le Front de gauche.
Et sur l'après. Entretien.

MINI BIO
Myriam Martin est candidate du Front de gauche dans la grande région de l'Ouest de la France. Également porte-parole du nouveau mouvement Ensemble, qui est aujourd'hui la troisième force du Front de gauche, elle milite pour une Europe des peuples, une Europe sociale en rupture avec les politiques d'austérité.

Regards: Quel est l'enjeu de cette campagne des Européennes ?

Myriam Martin: Faire apparaître le projet du Front de gauche comme une alternative crédible. Nous voulons articuler un projet de rupture avec les politiques d'austérité, de désobéissance à l'égard des traités désastreux pour les peuples, avec des propositions en positif pour une Europe sociale qui place l'humain au centre et non la finance. À travers cette campagne, nous voulons montrer que le Front de gauche est l'outil politique pour porter ces contestations et ces aspirations. Après les difficultés des élections municipales, il faut

« Il y a dans cette élection une dimension référendum : pour ou contre ces mesures austéritaires ? »

rassembler les différentes composantes et les militants du Front de gauche. Nous avons à montrer que nous sommes capables de prendre des initiatives, comme lors de la manifestation réussie du 12 avril dernier.

L'enjeu, c'est également de donner à voir la dynamique de la gauche radicale à l'échelle européenne. Le Front de gauche a des correspondants dans la plupart des États européens. Avec eux, nous avons un projet commun et un porte-voix, Alexis Tsipras, qui incarne la lutte du peuple grec et qui est notre candidat à la présidence de la Commission européenne. Même si la gauche radicale prend des formes différentes suivant les pays, nous nous opposons ensemble à la politique libérale et austéritaire imposée par l'Union. Cette dynamique européenne est nouvelle : nous devons lui donner de la visibilité et de la crédibilité.

La campagne est très courte, le défi est difficile car il faut aller contre la tendance structurelle de l'abstention, notamment aux élections européennes. C'est un problème qui nous touche en particulier car l'électorat populaire – les chômeurs, les précaires – qui s'abstient est en partie le nôtre. Or il n'est pas simple d'expliquer l'intérêt d'élire des députés dans une structure qui donne, pour l'instant, peu de pouvoirs et de prérogatives aux élus.

Mais l'enjeu national en vaut la chandelle ! Le plan d'austérité annoncé par Manuel Valls doit trouver un refus dans les urnes. Il y a dans cette élection une dimension référendum : pour ou contre ces mesures austéritaires ? Nous avons à convaincre celles et ceux qui sont écœurés des choix gouvernementaux du fait que s'abstenir, c'est permettre à ces politiques de continuer.

Nous avons besoin d'un maximum de députés de cette gauche d'alternative au Parlement européen car ils et elles constituent des points d'appui pour défendre nos idées et faire le lien avec les résistances sociales. Pour construire une gauche radicale européenne, avec la Gauche unitaire européenne (GUE), avec l'Alliance Rouge et Verte, nous devons faire grossir partout en Europe ses scores et son nombre d'élus.

Comment se passe la campagne dans l'Ouest, là où nous avons vu les bonnets rouges fleurir ?

Myriam Martin : La campagne se passe bien, nous n'avons pas de difficultés dans la mise en mouvement militante : les forces du Front de gauche jouent le jeu avec enthousiasme. Il y a une compréhension de l'enjeu aussi pour l'avenir du Front de gauche : nous devons montrer que nous sommes



capables d'élaborer en commun, d'agir en commun. Cette région a été secouée par des mouvements particuliers, comme celui contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ou celui des bonnets rouges, circonscrits à la Bretagne. Ce dernier correspond au désarroi, à la colère sociale mais aussi à la confusion politique. Quand on ne trouve pas dans le champ politique les idées et les outils pour défendre son corps social – je pense notamment aux salariés –, on peut voir naître des mouvements interclassistes et confus sur le plan politique et qui ne résolvent en rien les problèmes rencontrés en Bretagne. Le système productiviste qui mine l'agroalimentaire est arrivé au bout du bout. Ils se sont trouvés à manifester

avec ceux qui mènent ces politiques menant dans le mur. Les questions d'un modèle de production alternatif ont été mises de côté. Comment préserver en même temps l'emploi et l'écosystème ? L'Europe encourage la destruction de l'un et de l'autre. Nous devons tracer une autre voie.

Comment voyez-vous l'avenir du Front de gauche ?

Myriam Martin: Les résultats des Européennes vont avoir une influence sur la suite. Nous devons donc être plus visibles et unis nationalement dans cette campagne. Il faudra ensuite un moment pour discuter de son bilan et de son avenir. Pour le moment, le Front de

« Le Front de gauche est un outil précieux, il ne doit pas être gâché car nous n'en avons pas d'autre »

gauche est un cartel d'organisations, ce qui n'est pas le projet initial et ce qui n'est pas suffisant. L'outil doit être transformé. L'adhésion directe, le fonctionnement démocratique, la coordination à l'échelle locale et nationale doivent être traités pour redynamiser le Front de gauche. Nous avons un outil précieux, il ne doit pas être gâché car nous n'en avons pas d'autre. L'idée d'Assises me paraît bonne. Il faut aussi des Estivales du Front de gauche. La politique n'est pas statique : il faut aussi se demander comment on discute avec les forces sociales et avec ceux qui, à EELV ou au PS, sont en désaccord avec le gouvernement. La question de la recomposition politique se pose plus que jamais. Elle doit articuler l'unité et la radicalité. Ce débat doit être ouvert dans le Front de gauche.

Vous avez été l'une des porte-parole du NPA. Comment avez-vous réagi à l'annonce de la présentation de listes du NPA aux Européennes, y compris dans votre propre région, alors que des listes communes avec le Front de gauche avaient été imaginées ?

Myriam Martin : J'ai regretté. Je trouve cela dommageable pour tout le monde. Le NPA aurait dû proposer plus tôt des listes communes avec nous. Ensemble

et le NPA posaient dès le mois de février cette question. Malheureusement, nous n'avons pas abouti et les voix vont se disperser. Dans l'Ouest, nous avons par exemple 25 listes... ce n'est pas très sérieux. J'espère que, après la manifestation du 12 avril organisée en commun avec le NPA et le Front de gauche, nous pourrons nous y prendre mieux la prochaine fois.

Le mouvement Ensemble s'est récemment lancé et doit tenir son congrès fondateur à l'automne. Quelle est son utilité ? Son profil politique ?

Myriam Martin : La première utilité d'Ensemble, c'est d'avoir rassemblé des courants politiques qui avaient des projets très proches et se retrouvaient dans des luttes de résistances. Ce qui nous rassemble, c'est la recherche de façons nouvelles de faire de la politique. Ensemble se conçoit et se construit dans le Front de gauche, avec l'idée de porter le débat du dépassement du cartel, de l'adhésion directe, de l'abandon des vieilles pratiques. C'est un défi, mais dans la période il est important d'avoir un objectif de refondation d'un mouvement politique. Ensemble n'est pas figé sur des vieux schémas.

● PROPOS RECUEILLIS PAR ROSA LAFLEUR

Die Linke bataille pour changer d'Europe

Si Die Linke revendique la fin de la militarisation de l'UE et de la mainmise des entreprises sur les institutions européennes, il s'affirme néanmoins comme un parti résolument européen.

Décryptage.

L'Union européenne (UE) et le gouvernement allemand auraient échoué à trouver une solution juste à la crise actuelle. Selon Matthias Höhn, secrétaire général et chef de campagne du parti de gauche allemand : « *Il y a trop peu de transparence et trop de discussions d'antichambres, trop d'égoïsmes nationaux et pas assez d'engagements pour l'intérêt général. La fracture entre riches et pauvres est trop importante et la volonté d'équité sociale n'existe quasiment pas. Bref, cette UE souffre d'une insuffisance de véritable politique européenne.* »

L'UE représenterait aujourd'hui davantage une menace qu'un espoir pour beaucoup de citoyens européens. « *L'alternative n'est pas un retrait de l'UE mais une bataille pour la changer* », aime pourtant répéter Grégor Gysi. Le charismatique président du groupe Die Linke au Bundestag rappelle que l'idée d'association des pays européens vient de gauche et qu'il est d'autant plus important de la défendre en temps de crise et de replis nationalistes. Die Linke fait ainsi campagne avec un programme intitulé « *Une autre Europe est possible : sociale, pacifique, démocratique* ».

GABI ZIMMER: 10 ANS À STRASBOURG

Gabriele Zimmer, 58 ans, a été élue figure de proue du parti de gauche allemand Die Linke pour les Européennes. Avec 76,5 % des voix des délégués, elle recueillait mi-février à Hambourg le soutien des deux ailes du parti. Et pourtant, la députée européenne fait clairement partie des forces réformatrices du parti.

Une force de rassemblement

En 2003, Gabi Zimmer quittait la présidence du parti, fatiguée de jouer la média-trice au sein de sa formation politique, le PDS – issu du SED, parti unique d'Allemagne de l'Est – qui a donné naissance au parti actuel Die Linke en fusionnant avec la WASG.

Depuis, elle a son siège de députée au Parlement européen à Strasbourg et est membre de la délégation à l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE et à la commission de l'Emploi et des affaires sociales. Mais ces dernières semaines, son

étiquette de médiatrice lui colle de nouveau à la peau : la voici occupée à rassembler ses troupes après le débat autour de la définition ou non de l'UE de « néolibérale, militaire et toujours de pouvoir non-démocratique » dans le préambule du programme de Die Linke pour les Européennes. Bref, il semblerait que le choix de Gabi Zimmer pour les Européennes repose avant tout sur sa capacité à rassembler les forces réformatrices et fondamentalistes de Die Linke, les traditions politiques de l'Est et de l'Ouest, et le passé comme l'avenir de la formation. Le groupe de gauche GUE/NGL du Parlement européen lui doit d'ailleurs aussi beaucoup quant à sa cohésion interne. La députée en est présidente depuis mars 2012, date à laquelle Lothar Bisky avait abandonné sa fonction, excédé par les dissensions internes.

Attaquer la politique européenne de Merkel

En avril dernier, l'hebdomadaire allemand *Die Zeit* interrogait la numéro un de Die Linke au Parlement

européen sur l'absence d'une campagne commune des forces de gauche de l'UE pour les Européennes. « *Les partis adhérents au GUE/NGL défendent des points de vue trop différents pour cela* », expliquait alors Gabi Zimmer du haut de ses 10 années d'expérience au Parlement de Strasbourg. « *Ce qui nous unit, nous les forces de gauche de l'UE, c'est la critique du management de la crise actuelle. Mais nous envisageons des solutions très différentes.* »

Gabi Zimmer a pour axe de campagne d'attaquer la politique européenne de Merkel. « *L'eurocéanisation et la mondialisation sont si poussées que nous ne pouvons résoudre bien des choses qu'au niveau européen. Une gauche moderne doit avoir ce point de vue* », explique-t-elle avant d'ajouter « *l'UE n'est ni bonne ni mauvaise en soi, on doit se battre pour elle et en faire un instrument pour plus d'équité sociale* ». La tête de liste de Die Linke invite enfin à considérer l'importance des élections européennes – y compris au sein des partis de gauche de l'UE.

● CHARLOTTE NOBLET

Die Linke exige un impôt européen sur la capital et des salaires minimums obligatoires dans toute l'UE.

Les points du programme s'inscrivent dans la continuité du travail réalisé par les huit députés de Die Linke entrés au Parlement européen (PE) en 2009 : « Nous avons clairement pris position contre la Troika et sa politique d'austérité, contre une "Europe à l'allemande", contre l'hystérie des privatisations et la surveillance sans limite des citoyens », résumaient en début de campagne les députés européens Cornelia Ernst et Thomas Händel. « Nous nous sommes également prononcés en faveur d'un véritable contrôle des banques, en faveur d'emplois dignes et pour un combat actif de la pauvreté. Enfin, nous avons fortement défendu une protection durable de l'environnement, une redistribution solidaire entre les États membres ainsi qu'une Europe pacifiste, qui n'exporte plus d'armes et qui protège les réfugiés. »

Die Linke exige cette fois la fin de la « politique des coupes », un impôt européen sur le capital et l'introduction de salaires minimums obligatoires dans toute l'UE. Malgré quelques dissonances internes, le parti ne prône pas la fin de l'euro mais une réforme en profondeur du système monétaire.

Enfin, l'interdiction d'exporter des armes ainsi que la dissolution de l'OTAN restent au programme, avec la demande de mise en place d'une alliance comprenant la Russie.

ENCADRER LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Avec la crise, le chômage atteint des records, le secteur des bas salaires se développe et plus d'un quart des citoyens européens vivent dans la pauvreté ou en sont menacés : « Même pas la moitié des personnes actives détiennent un contrat à durée indéterminée et un salaire respectant les négociations collectives. Dumping salarial et précarité infiltrent de plus en plus nos sociétés européennes », dénonce le député allemand Thomas Händel, ancien syndicaliste et numéro deux de la liste européenne de Die Linke. Gabriele Zimmer, tête de liste de Die Linke (voir encadré) insiste quant à elle sur les dégâts engendrés par la politique d'austérité de Merkel : « Nous comptons 19 millions de chômeurs dans l'UE et en plus l'Allemagne provoque le départ des jeunes qualifiés des États-membres du sud avec une politique active d'immigration. »

« Nous devons nous battre pour la régulation et la collectivisation des systèmes bancaires européens »

Katja Kipping, coprésidente de Die Linke

ARRÊTER L'APPAUVRISSEMENT GÉNÉRAL DE NOS SOCIÉTÉS

« Nous nous battons pour une Europe dans laquelle personne n'aurait faim ou ne vivrait dans la pauvreté », déclarait en février dernier Katja Kipping, coprésidente de Die Linke lors du congrès du parti pour les Européennes. « Imaginez-vous une Europe avec une retraite minimum dans chaque pays, et avec un revenu minimum qui permet d'éviter les situations de pauvreté. Rien que pour ça, ça vaut la peine de se battre ! » Au Bundestag, la position du député Wolfgang Gehrcke, habitué de la commission des affaires internationales, se veut plus tranchée: « Les partis de droite demandent le retour au mark. Nous, nous devons nous battre pour la régulation et la collectivisation des systèmes bancaires européens. C'est ça, l'alternative de la gauche aux montées populistes de droite ! » Cornelia Ernst, députée européenne et numéro trois de la liste Die Linke, refuse bon nombre de mesures prises au nom de la sécurité des pays, qu'il s'agisse de la surveillance en masse des citoyens européens ou des politiques inhumaines menées à l'égard

des réfugiés. Et de rappeler: « Seul notre groupe parlementaire a refusé le renouvellement du mandat de Frontex, Erosur et EuroDAC. Pour nous, il est plus important de sauver des vies que de laisser des gens mourir aux frontières de l'UE ! »

EXIGER PLUS DE LÉGITIMITÉ DÉMOCRATIQUE DANS L'UE

Enfin, le « top ten » de la liste Die Linke pour les européennes – qui compte six députés européens actuels – exige une ratification par référendum des traités européens et ce, le même jour dans tous les États-membres. Le parti de gauche allemand refuse également dans son programme que les décisions soient prises par les chefs de gouvernements, influencés par les lobbyismes d'entreprises, car les décisions souveraines doivent revenir aux citoyens européens.

« Une autre Europe est possible : sociale, pacifique, démocratique » – avec ce mot d'ordre, Die Linke espère dépasser les 10 % le 25 mai prochain. En 2009, le parti de gauche allemand avait atteint 7,5 % des suffrages exprimés malgré un taux de participation de 43 % en Allemagne. ● CHARLOTTE NOBLET

Danemark, l'enracinement de la gauche radicale

La Red Green Alliance (RGA), l'alliance rouge et verte, est une organisation de la gauche radicale qui a le vent en poupe au Danemark. Fondée en 1989, cette organisation est à l'origine un regroupement entre le Parti communiste danois et deux organisations trotskistes avec le projet de s'élargir aux écologistes dans un parti large. Cet objectif ne s'est pas matérialisé, mais la dimension écologiste est un élément essentiel du programme du RGA avec le socialisme démocratique.

Après des débuts modestes, la Red Green Alliance s'est nettement renforcée depuis le début de la crise bancaire de 2008. En 2011, elle a obtenu 6,7 % aux élections législatives passant de 4 députés à 12 (sur 175). Surtout, les élections municipales et régionales de novembre 2013 ont marqué un enracinement de ce parti dans

l'ensemble du Danemark. Avec 6,9 %, la RGA est désormais représentée dans l'ensemble des régions et obtient des sièges dans 79 municipalités (il y a 5 régions et 98 communes dans ce pays). À Copenhague, la RGA est devenue la deuxième force avec 19,6 % derrière le parti social-démocrate.

Particularité danoise, la RGA ne s'est jamais présentée en tant que telle aux élections européennes mais dans le cadre d'un rassemblement plus large : People's Movement Against the EU (mouvement du peuple contre l'Union Européenne). Ce mouvement est né en 1972 de l'opposition à l'entrée dans l'Europe, il est pour le moins eurosceptique, une tradition politique fortement ancrée au Danemark. En 1992, les Danois ont refusé par référendum le traité de Maastricht obtenant ensuite un traité sur mesure (sans l'Euro et sans



Enhedslisten

participation à la politique de défense par exemple). Le People's Movement entretient des relations privilégiées (mais non exclusives) avec la RGA, et ses représentants au Parlement européen siègent au sein du groupe GUE/NGL (comme ceux du Front de gauche). En 2009, avec 7,2 % des voix il a obtenu un siège de député sur les 13 dévolus au Danemark. Actuellement, les sondages

lui attribuent un peu plus de 9 % des voix, ce qui traduit une progression. Mais comme dans de nombreux pays, c'est la poussée de la droite xénophobe incarnée par le Parti populaire danois qui devrait être le principal enseignement de ces élections. Créditée dans les sondages de plus de 26 % des voix, cette organisation devrait être la principale force politique danoise. ● GUILLAUME LIÉGARD

Au Portugal, bonne résistance du PCP, net affaiblissement du Bloco

Le Portugal est sans doute l'un des pays européens où la configuration politique demeure la plus à gauche. Le souffle de la Révolution des œillets dont on vient de fêter les 40 ans (25 avril 1974) n'y est sans doute pas étranger. La crise économique conjuguée à la politique d'ajustements structurels menée par le gouvernement du Parti social-démocrate (PSD, droite) s'est traduit par une nette poussée à gauche lors des élections municipales de 2013. Les élections municipales de septembre 2013 ont été largement remportées par la gauche et tout particulièrement par le Parti socialiste qui a obtenu 36,3% des voix. De l'aveu même du Premier ministre, Pedro Passos Coelho, le PSD, son parti, « *a subi un de ses pires résultats dans des élections municipales* ».

Dans ce pays la gauche radicale est représentée par deux organisations : d'une part le Parti communiste portugais (PCP) en alliance avec les écologistes (Os Verdes, très lié

historiquement au PCP) au sein de la Coalition démocratique unitaire (CDU), et d'autre part le Bloc de gauche. Le Bloc de Gauche (Bloco de Esquerda) est né en 1999 de la fusion de trois organisations, l'UDP (ex-maoïstes), le PSR (trotskistes) et Politica xxi (une scission du PCP), auxquels se joignent des militants indépendants désireux de construire une gauche alternative. Lors des élections européennes de 2009, le Bloco a obtenu 10,7% des voix et 3 députés, la CDU 10,66% et 2 députés. Ces cinq députés appartiennent tous au groupe Gauche unitaire européenne-Gauche verte nordique (GUE/NGL) mais seul le Bloco est membre du Parti de la gauche européenne (PGE), présidé par Pierre Laurent. Resté très « orthodoxe » le PCP, à l'instar du KKE grec, a refusé de s'engager dans ce regroupement, il n'en est qu'observateur. Pour les élections européennes de 2014, les différents sondages prévoit entre 9 et 11% des voix pour la coalition



emmenée par le PCP contre seulement 5,5 à 7% pour le Bloc de gauche qui est à la peine ces dernières années. Aux élections législatives anticipées de juin 2011, il a perdu la moitié de son groupe parlementaire (8 députés au lieu de 16) en passant de 9,85% à 5,19% des voix. Le soutien du Bloco à la candidature du socialiste Manuel Alegre lors de l'élection présidentielle de janvier 2011 a de toute évidence

été peu comprise par son électoralat. À cette élection, marquée par un fort taux d'abstention de 54%, le PCP a présenté la candidature de Francisco Lopes qui a recueilli 7,14% des voix.

Aux européennes, le Parti socialiste, quant à lui, est crédité d'environ 37% soit une progression de plus de 10 points par rapport à 2009. Un score qui va faire des envieux dans l'Internationale socialiste. ● **GUILLAUME LIÉGARD**



Isabelle Lorand

Nous voilà deux ans après

A

u commencement, naquit l'espoir. Le 6 mai 2012, le peuple a chassé le Président des riches. La gueule de bois n'en est que plus dure. Augmentation de la TVA et du chômage pendant que le pouvoir d'achat décroche, accord Medef et pacte de stabilité, renoncement au droit de vote des étrangers ou au récépissé contre le contrôle au faciès, expulsions massives de Roms, chamboule-tout démocratique... n'en jetez plus. La coupe est pleine. Aucun doute, la hollandie a lâché le bateau gauche. Le PS, tel qu'on le connaît, n'y survivra pas. Les régionales seront certainement le coup de grâce (on comprend que certains poussent à retarder l'échéance). Sous l'impulsion de l'Élysée et Matignon, c'est la création d'un parti démocrate à l'américaine qui est en ligne de mire. Une seule question demeure. Quelle part de militants et d'électeurs socialistes refusera de suivre cette dérive ?

La crédibilité d'un rassemblement politique de gauche à vocation majoritaire pèsera sur le choix de beaucoup d'entre eux. En cela, le positionnement à la fois radical et accueillant et la vitalité du Front de gauche seront déterminants. Pour renouer avec la dynamique de 2012 nous avons des atouts. J'en veux pour preuve

le succès de la marche du 12 avril. Mais nous ne pourrons contourner la réelle difficulté que constitue le face-à-face PCF-PG. Et là, pas d'arrangement. Il nous faudra donner aux apartides, la place qui leur revient. D'emblée une question s'impose. Comment leur permettre d'être acteurs à part entière, en leur déniant le droit d'être copropriétaires du FdG et donc membres décideurs. Jusqu'à présent, j'étais hostile à l'adhésion directe en cela qu'elle me paraissait être une réponse surannée, faisant passer le FdG de dynamique politique à super-parti. Mais force est de constater que le « yakafoccon » ne fait pas la maille. Sans règle du jeu, la loi du plus fort s'impose. Un second point devrait nous interroger. Notre difficulté à être raccord avec les questions émergentes, de la smart city à la fracture numérique en passant par une proposition inédite pour démocratiser les institutions européennes, mais aussi notre difficulté à parler d'une seule voix sur les grands enjeux de société comme les rythmes scolaires, brouillent l'image qui est la nôtre. Peut-être trop marquée par les symboles du passé. Pour être majoritaire, il nous faudra réussir l'amalgame entre les formes traditionnelles et nouvelles (du street art aux fablab) de la politique. Ni gauchiste ni aile gauche d'un parti qui ne sera même plus socialiste, la ligne de crête est ténue. La gauche moderne, ça devrait être nous. ●

Alstom, ce que propose la CGT

Quel actionnariat, et surtout quelle stratégie industrielle pour Alstom, placé devant l'alternative General Electric/Siemens ? Les réponses de Bernard Devert, responsable des questions industrielles pour la fédération CGT de la métallurgie.

Regards: Quand les salariés d'Alstom ont-ils été informés des projets de démantèlement de leur entreprise et de vente à General Electric ?

Bernard Devert: Comme tout le monde, le jeudi 28 avril, en lisant la presse et en écoutant les radios. Pourtant les discussions entre le patron de Alstom, Patrick Kron, et les dirigeants de Général Electric remontent à plus de trois mois. Lorsqu'Arnaud Montebourg s'est rendu en février aux États-Unis au côté de François Hollande, General Electric refuse pourtant de le rencontrer. Patrick Kron a mené seul ces discussions avec GE. Même son directeur financier n'était pas dans le coup.

Vous tombez donc de l'armoire ?

Bernard Devert: Pas tout à fait. Cela fait des années que nous alertons sur la situation d'Alstom, notamment sur ses difficultés de trésorerie. Les salariés étaient déjà inquiets. Il y a trois semaines un vaste plan de restructuration était lancé pour réduire les emplois et déménager le siège de Alstom-transport vers la Hollande, fiscalement moins contraignante...

Comment est-on arrivé à la situation actuelle ?

Bernard Devert: Quand en 2006, l'État se retire d'Alstom après y être rentré en 2004, on se souvient que sous

l'impulsion de Nicolas Sarkozy le groupe Bouygues devient l'actionnaire de référence avec une participation au capital du groupe de 30 %. Patrick Kron mène alors une politique active de cession d'actifs et de croissance externe. Il rachète des usines en Russie, au Kazakhstan, aux États-Unis. Il achète également une filiale d'Areva qui apportait beaucoup de cash à Areva. Pour toutes ces acquisitions, Alstom débourse des sommes considérables au détriment des investissements au sein de l'entreprise. Pour donner un exemple, le TGV ou les trains RER se fabriquent dans des hangars non chauffés, les ouvriers travaillent avec gants et bonnets en hiver. Pas l'idéal pour préparer le TGV du futur, qui doit s'accompagner de nouveaux sauts technologiques. Pendant cette période, Alstom engrange des commandes pour un montant de 53 milliards, mais ces défauts d'investissement se traduisent par une baisse de la qualité de la production, un retard dans les délais de fabrication. L'entreprise paye des pénalités de retard de près de 300 millions. En quelques années, l'entreprise est passée de réserves de 2 milliards à un déficit de 4 milliards. Ce qui ne l'a pas empêché de verser des

dividendes de 1,4 milliard à Bouygues... et Patrick Kron.

Qu'est-ce qui a déclenché, finalement, le processus de cession ?

Bernard Devert: Ce qui précipite la situation est l'arrivée du mur de dettes avec des remboursements d'emprunts qui se montent à 700 millions par an. C'est alors que Bouygues prend la décision de se retirer. Et c'est dans ce contexte que s'amorcent les négociations entre Kron et GE. L'offre de l'américain, « l'OPA amicale », est rassemblée dans un document de 120 pages dont l'existence est révélée jeudi 28. Dans la journée, l'action d'Alstom gagne 20 % et la valeur des actions de Bouygues grimpe de 400 millions.

Comment les syndicats et les salariés ont-ils été informés ?

Bernard Devert: Vendredi, un comité de groupe européen se tient comme prévu en Allemagne. Patrick Kron y fait un court passage et annonce qu'il donnera toutes les informations aux salariés en temps utile... Et l'on découvre que le conseil d'administration devait se prononcer dès le dimanche soir sur la vente

« Nous ne voulons pas de démantèlement du groupe Alstom »

à GE ! Finalement, la réunion est reportée de 48 heures. Le ministère met tout en œuvre pour que Siemens fasse une offre. Mercredi soir donc, le CA accepte de ne pas décider mais confirme le choix privilégié de GE. La décision définitive est reportée à fin mai.

Les syndicats ont-ils exprimé une préférence entre les options GE et Siemens ?

Bernard Devert: Dans une déclaration commune, l'ensemble des syndicats s'est positionné pour une troisième voie, celle d'une participation publique avec rachat par des fonds publics du capital détenu par Bouygues. Le ministre de l'Économie envisage cette prise de participation et une recapitalisation d'Alstom par la vente d'une partie du capital d'EDF (on parle de 10 %), ce que la CGT refuse. On ne va pas déshabiller Paul pour habiller Patrick. Ce qui est en jeu, c'est le démantèlement du groupe par la vente de la filiale Alstom Power, qui représente 63 % de l'activité du groupe. Nous faisons remarquer que Siemens est par ailleurs engagé dans une restructuration qui se traduit par la fermeture de deux usines ferroviaires, et que GE cherche

aussi à acquérir le marché des éoliennes en mer et du réseau super Grid... Autant dire que ces options ne sont pas bonnes pour l'emploi.

Vous avez été reçus ce mercredi par Arnaud Montebourg. Quelles sont les propositions de la CGT ?

Bernard Devert: Nous voulons informer les salariés. Nous sommes à l'initiative d'assemblées générales sur tous les sites du groupe. Si nous ne l'avions pas fait, les salariés ne seraient informés de rien directement. C'est franchement très moyen en matière de démocratie et de dialogue social. Et c'est contradictoire avec les exigences en matière d'information des salariés, selon le droit européen. Nous envisageons de porter plainte au niveau européen contre la direction d'Alstom pour délit d'en-trave. Nous souhaitons une table ronde avec la direction d'Alstom.

Au-delà, que préconisez-vous pour l'avenir d'Alstom, en termes d'actionnariat et de stratégie industrielle ?

Bernard Devert: Voici, en trois points, ce que nous défendons comme propositions auprès du ministre, puisqu'il

« Nous demandons une participation publique pour faire face aux échéances financières d'Alstom »

ne nous est pas donné de rencontrer la direction du groupe.

Pas de démantèlement du groupe Alstom. Nous savons ce qu'il advient des groupes découpés. Il n'y a plus rien de Pechiney. La sidérurgie française est fragilisée et n'est plus en capacité de répondre aux besoins. Nous avons d'ailleurs toutes les peines à connaître le contenu du rapport remis au ministre sur le sujet, dont nous disposons seulement des conclusions. Selon ses auteurs, GE ne serait intéressé que par la partie électrique (qui représente 70 % du groupe, 30 % revenant à la partie transport). Ce qui intéresse GE, ce sont les technologies de l'éolien et celles des réseaux. L'État français va dépenser 7 milliards pour l'éolien – on comprend que GE soit attiré par les techniques et par ce marché. Ils sont également intéressés par les turbines des EPR, les centrales de gaz en lien avec l'exploitation du gaz de schiste aux États-Unis. Sous l'impulsion d'Obama, GE rapatrie sur le territoire américain ses outils de production. Le gouvernement américain vient de décider de taxer de 35 % les entreprises qui ne feraient pas revenir sur le sol américain les moyens de production.

En deuxième point, nous demandons une participation publique pour faire face aux échéances financières d'Alstom. Il ne faut pas céder au chantage ni aux sirènes de GE. Et il faut bien reconnaître que leur appel est puissant. GE met 10 milliards sur la table. Cela intéresse bougrement le premier actionnaire, Martin Bouygues, et tous les actionnaires d'Alstom.

Enfin, il est nécessaire de prendre le temps pour définir un changement de stratégie industrielle. Nous demandons que cessent les croissances externes au détriment des investissements dans le matériel et dans la formation. Cela ne signifie pas que nous sommes opposés à toute coopération avec d'autres entreprises, sur des projets précis. Par exemple, nous pensons que des projets devraient être conduits avec EDF, la SNCF, la RATP, la région Ile-de-France, pour développer les transports qui correspondent aux besoins d'une société mobile et qui doit opérer une bascule énergétique et environnementale.

Nos idées commencent à être entendues. Nous sommes au tout début d'une course de vitesse.

● CATHERINE TRICOT

Chronique de la désindustrialisation sous Hollande

Les visites très médiatisées d'usines en souffrance et les discours volontaristes d'Arnaud Montebourg n'auront pas empêché les faillites, fermetures de site et rachats de se succéder depuis le début du quinquennat de François Hollande.

Inventaire.

Ce n'est pas le tout d'avoir un ministre du Redressement productif qui pose en marinier Armor-Lux pour chanter les louanges du « made in France », un robot Moulinex en main. Encore faut-il se donner les moyens de s'attaquer aux lois et aux structures économiques qui enfoncent depuis 20 ans la France dans la désindustrialisation, dont l'imminent rachat d'Alstom, convoité par l'Américain General Electric et l'Allemand Siemens, n'est que le dernier épisode en date.

Des fleurons français qui changent de nationalité

Depuis 2012, de nombreuses icônes de l'économie française ont en partie ou intégralement changé de nationalité. La liste donne le tournoi. En juillet 2013, une fusion est annoncée entre Publicis, troisième agence mondiale, et son homologue américain, Omnicom. Si le siège social du futur géant mondial de la pub doit être transféré aux Pays-Bas, sa « résidence fiscale » devrait revenir au Royaume-Uni, optimisation fiscale

« La France a concentré un tiers des fusions-acquisitions en Europe au premier trimestre 2014 »

oblige. Dans le cas de PSA Peugeot Citroën, il était initialement prévu que le Chinois Dongfeng prenne 30 % du capital, à parité avec l'État français, avant que l'amélioration des conditions de marché, fin 2013, ne permette de réduire ces parts respectives à 14 %. Début avril, le cimentier Lafarge fusionne avec son rival suisse Holcim et transfère son siège à Zurich. Quant au groupe d'électroménager FagorBrandt, lâché par son ex-actionnaire basque Mondragon, il sera algérien, le tribunal de commerce de Nanterre ayant validé en avril sa reprise par le congomérat Cevital. Enfin, SFR est en train de se faire racheter par Numericable, détenu à 60 % par Altice, immatriculée au Luxembourg, et elle-même détenue à 62 % par Next LP, la holding personnelle de Patrick Drahi, résident fiscal suisse et citoyen israélien ayant abandonné la nationalité française. La France voit ainsi disparaître un à un ses champions nationaux, parfois avec la complicité active du gouvernement français, comme dans le cas de PSA. Une tendance qui s'est accélérée ces derniers mois : selon le cabinet

Dealogic, le pays a concentré un tiers des fusions-acquisitions en Europe au premier trimestre 2014.

Des sites qui ferment

Plus graves encore que les changements de pavillon, les fermetures d'usines s'accélèrent également. Là encore, la liste paraît interminable. À peine deux mois après l'élection de Hollande, la direction de PSA annonce la fermeture de son usine d'Aulnay en Seine-Saint-Denis ainsi que la suppression de 8 000 postes en France. Après que Montebourg a menacé la direction d'ArcelorMittal de nationaliser le site de Florange, fleuron de la sidérurgie française, l'ex-Premier ministre Jean-Marc Ayrault accepte, fin novembre 2012, le plan de fermeture des deux derniers hauts-fourneaux lorrains. Le candidat Hollande s'était pourtant engagé à faire adopter une loi qui obligerait les groupes souhaitant céder des sites rentables à les proposer à un éventuel repreneur... Ce sera, de l'aveu de Montebourg, son « échec le plus cuisant ». En janvier 2013, la direction de l'équipementier automobile Goodyear

« L'industrie française a perdu 70000 emplois en 2012 et 61900 en 2013 »

annonce à son tour la fin du site d'Amiens-Nord et la mise à la porte de ses 1 200 salariés. En avril 2013, le tribunal de commerce de Rouen rejette les offres de reprise du panaméen Netoil et du libyen Murzuk Oil, en lesquelles les 448 employés de la raffinerie de Pétrole plus à Petit-Couronne fondaient leurs derniers espoirs. L'État peut beaucoup, « *mais il ne fait pas des miracles* », commente Arnaud Montebourg.

Des emplois qui partent en fumée

Le géant Alcatel-Lucent annonce début octobre son intention de supprimer 900 emplois en France et de fermer deux sites dans l'Hexagone, à Rennes et à Colomiers. À Docelles dans les Vosges, la plus vieille usine de France, une papeterie ouverte au xv^e siècle a cessé sa production le 24 janvier. Et ce sera bientôt le tour des légumes Lunor à Chaulnes en Picardie ou encore des équipements automobiles

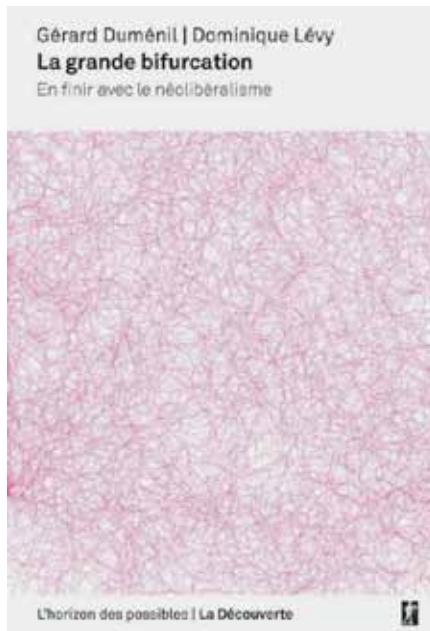
Wimetal à Iwuy dans le Nord. En 2013, 263 fermetures de sites industriels ont ainsi été annoncées, presque autant que l'année précédente, contre 124 créations. Au total, la France compte environ 520 sites industriels de moins qu'au début de 2009.

Ces fermetures de site se traduisent inévitablement par des destructions d'emplois importantes : d'après le dernier rapport du Conseil national de l'industrie (CNI), l'industrie tricolore a perdu 70 000 emplois en 2012 et 61 900 en 2013, les secteurs les plus touchés étant l'automobile, la métallurgie, le bois-papier-imprimerie et la fabrication de produits en caoutchouc et en plastique. Le ministre du Travail, François Rebsamen, peut déclarer solennellement vouloir « *que tous les emplois soient sauvagardés* » chez Alstom, mais il est peu probable que ses paroles suffisent à rassurer les salariés.

● LAURA RAIM



ON SIGNALÉ



La grande bifurcation, En finir avec le néolibéralisme, de Gérard DUMÉNIL, Dominique LÉVY, éd. La Découverte.

LA GRANDE BIFURCATION **IMAGINER L'APRÈS NÉO- LIBÉRALISME**

« Un programme de dépassement du capitalisme par étapes, dont le pilier est la nouvelle alliance entre classes populaires et classes de cadres. » Telle est la perspective tracée par les inséparables Gérard Duménil et Dominique Lévy, tous deux économistes au CNRS, dans leur nouvel essai *La grande bifurcation*. Pour les deux auteurs néomarxistes, la lutte des classes prend désormais la forme d'un ménage à trois, dans lequel la « classe des cadres », celle des managers du capitalisme – comprendre en fait les cadres-dirigeants – viendrait arbitrer au gré des alliances l'opposition traditionnelle entre capitalistes et classes populaires.

C'est ainsi la coalition des cadres avec les propriétaires de capital qui

caractériserait la période actuelle, celle de « *l'hégémonie néolibérale* ». Confrontées aux limites d'un système économique victime de ses propres contradictions, les classes populaires n'auront bientôt d'autre choix que d'imposer, par la lutte, un « *retournement d'alliance* » à la classe des cadres, visant à l'établissement d'un nouveau compromis social « à gauche ». À défaut, c'est la solution d'une administration « néomanagériale » et autoritaire du capitalisme qui sera imposée par les classes dirigeantes. Telle est, pour les auteurs, l'alternative fondamentale qui place aujourd'hui les gauches européennes au seuil de cette « grande bifurcation ».

Au fil de la démonstration, l'analyse des rapports de force internes au bloc néolibéral, opposant « *réseaux de propriétaires* » et « *réseaux de gestionnaires* », s'avère stimulante. On recommandera également la présentation des structures internes du capitalisme mondialisé, en particulier la cartographie d'un « *cœur du cœur du capitalisme* » (chapitre VII) qui met en lumière un groupe de 147 entreprises, contrôlant à elles seules 47 % de la valeur des 43 000 sociétés transnationales. Autre fait marquant : l'analyse comparative des néolibéralismes français (à dominante financière) et allemand (à

dominante industrielle) conduit opportunément à écarter le « coût du travail » comme explication principale du déficit commercial hexagonal.

Pourtant, l'existence d'une « troisième classe » au sens marxiste, celle des managers, et plus encore l'hypothèse de son alliance avec les classes populaires, peine davantage à convaincre.

Une coalition avec les cadres dirigeants, du secteur public comme privé, est-elle une priorité stratégique, tandis que l'unité des classes populaires, mise à mal par l'idéologie sociale du néolibéralisme, reste en elle-même à construire ? Cette question centrale semble mise de côté par l'ouvrage. Dommage, tant elle apparaît comme un point de passage obligé entre la théorie et sa mise en œuvre effective. À l'heure où la technostucture semble en grande partie acquise aux préceptes du néolibéralisme, ainsi qu'à son projet autoritaire, une telle alliance est-elle seulement possible, voire même souhaitable ? Conscients du risque d'instrumentalisation des classes populaires par le « *cadrisme* », les auteurs en appellent cependant à l'établissement d'une « *démocratie étendue* », seule garante d'un compromis progressiste orienté vers son propre dépassement dans la constitution d'une société égalitaire. ● THOMAS CLERGET



Par Raymond Macherel

Les effets de plateau de Montebourg et du PDG d'Alstom

**Questions au gouvernement, LCP,
29 avril 2014.**

**Journal de 20 heures, TF1,
30 avril 2014.**

Le ministre de l'Économie Arnaud Montebourg peut bien mettre la casquette d'Alstom sur la tête. Faire de grands moulinets. Froncer ses sourcils made in France.

Et pousser des gueulantes comme autant d'effets de plateau. L'État prend l'eau face aux assauts de la Finance et aux manœuvres transnationales des grands groupes de l'industrie. La France industrielle se vide par le fond. Des vies entières restent sur le carreau.

Comme si l'État n'avait plus le pouvoir. Car la liste est longue de ces alliances capitalistiques à coup de milliards, qui ont pour conséquences fermetures d'usines et ventes à la découpe sur le sol français. Les représentants politiques déguisent de plus en plus mal leur impuissance et lancent des contre-feux dérisoires. L'arme de la nationalisation n'est plus qu'un vain mot. L'artillerie lourde des grands fauves industriels et financiers peut pilonner sans crainte de réponses proportionnées.

JEU D'ACTEUR

Certains moments télévisés donnent à voir ce gouffre entre les paroles incantatoires du pouvoir politique et la communication de combat des grands patrons. Ce fut le cas très récemment au sujet de l'annonce du démantèlement programmé d'Alstom au profit de General Electric. Arnaud Montebourg a poussé son coup de gueule lors des questions

Arnaud Montebourg a poussé son coup de gueule lors des questions au gouvernement: un rôle de composition qu'il pratique à répétition.

au gouvernement à l'Assemblée nationale le 29 avril dernier. C'est un rôle de composition qu'il pratique à répétition. En réponse à la question d'un député UMP sur le cas Alstom, le ministre est vent debout. Il accuse « Monsieur Patrick Kron », PDG d'Alstom, de lui avoir menti: « *Depuis le mois de février, j'interroge Monsieur Patrick Kron, président de cette entreprise qui est notre fleuron national. Et Monsieur Patrick Kron, alors que je l'ai interrogé dûment, solennellement et sérieusement, m'a toujours dit qu'il n'avait aucun projet d'alliance.* » L'extrait filmé par LCP est choisi et diffusé par TF1 le soir même au 20 heures. Le présentateur Gilles Bouleau annonce que le ministre « *s'en est pris très violemment au PDG d'Alstom* ». Les images montrent un Montebourg qui

Car si l'État français n'est plus actionnaire d'Alstom depuis 2006, Montebourg veut faire croire qu'il peut intervenir.

surjoue le coup de menton. Il a ôté ses lunettes pour la posture de combat. Il déroule le texte de sa colère. Les adverbes sont scandés : « dûment », « solennellement » et « sérieusement ». La voix continûment hors d'elle pour couvrir les broncas. Montebourg poursuit sa charge : « *Est-ce que le ministre de l'Économie doit aller installer un détecteur de mensonges dans son bureau, pour les présidents du CAC 40 qui n'ont pas le civisme élémentaire d'avertir leur gouvernement ?* » Le gadget du « détecteur de mensonge » a été choisi pour provoquer un tollé. Et bien sûr pour personnaliser l'affaire en un bras de fer. Car si l'État français n'est plus actionnaire d'Alstom depuis 2006, Montebourg veut faire croire qu'il peut intervenir. Que l'État a droit au chapitre alors que l'essentiel se passe dans son dos.

MERCI PATRON

Le lendemain mercredi 30 avril, Patrick Kron est invité sur le plateau du 20 heures de TF1, présenté par Gilles Bouleau. Dans cette joute à distance, les éléments de langage du ministre et du patron semblent fonctionner comme des leurres. Après Montebourg et ses

effets de manches, Kron vient dire que la décision industrielle est engagée. Que c'est lui qui tient le manche. À TF1, Patrick Kron est comme chez lui. Rappelons que Martin Bouygues, propriétaire de la chaîne, détient 29,4 % des actions et des droits de vote au sein du groupe Alstom. Rappelons que Kron était à la fameuse soirée du Fouquet's le 6 mai 2007, soir de l'élection de Sarkozy. Gilles Bouleau commet d'entrée de jeu un lapsus – à peine croyable – qui signale la place que se donne le journaliste face à la puissance des propriétaires : « *Bonsoir Patrick Kron. Merci beaucoup d'avoir accepté votre invitation.* » Il faut réécouter plusieurs fois la séquence pour être sûr d'avoir bien entendu le « votre invitation ». Le patron d'Alstom est venu dérouler les

Face à l'ire de circonstance du ministre, Kron prend la posture de l'industriel qui voit loin.

formules de sa communication de crise : « *Mon métier c'est de donner un avenir aux 93 000 salariés d'Alstom. [...] En 2003, l'entreprise était au bord du gouffre, nous l'avons sauvée...* » Des images au logo d'Alstom défilent en fond d'écran derrière le patron et le journaliste. Kron est posé, prend le ton de celui qui explique les enjeux au vulgaire : « *Dans l'énergie, les marchés sont en train de changer, nous n'avons pas la taille critique. [...] Nous devons nous adosser à un concurrent qui a les reins suffisamment solides pour affronter la concurrence.* » La violence des effets de la mondialisation trouve à se dire par des euphémismes. Kron ne parle pas de vente, ni bien sûr de « démantèlement », ni de « fleuron national ». Le concurrent General Electric devient le protecteur auquel on viendrait « s'adosser ». La stratégie de Kron est visiblement d'écartier Montebourg. Si le ministre l'a obligé à sortir du bois, il ne veut pas en faire un protagoniste à sa hauteur. Face à l'ire de circonstance du ministre, Kron

prend la posture de l'industriel qui voit loin. Répondant aux questions servies par Gilles Bouleau, il choisit d'exagérer et de forcer son sourire. Et a l'air plutôt content de sa formule sensée détendre l'atmosphère : « *Le processus, et c'est difficile quand on est un fabricant de train de le dire, le processus a déraillé.* » Le ministre le traite de menteur ? Le sourire de Kron prend de l'ampleur : « *Je ne veux pas entrer dans de la polémique personnelle.* » Il cite Hollande pour s'élever au niveau du chef de l'État. Il dit partager la même « préoccupation pour l'emploi ». Et répète les formules préparées d'avance : « *préparer l'avenir* », « *taille critique* », « *reins solides* ». Dans la conclusion de l'interview, Gilles Bouleau signale par un nouveau lapsus le confort dans lequel Kron a pu dérouler son plan de communication : « *Une toute dernière question, très brève, qui amène j'imagine une question très brève...* » On se demande bien comment ont été élaborées les questions... Le PDG d'Alstom n'a bien sûr pas de

On sent que la passe d'armes en cours entre Montebourg et Kron n'a lieu que pour la forme.

« dent contre Siemens ». Il fait seulement la différence entre une « offre ferme » et une « déclaration d'intérêt ». Un dernier sourire suffit pour dire merci. On sent que la passe d'armes en cours entre Montebourg et Kron n'a lieu que pour la forme. L'État serait réduit à tenter de gagner un peu de temps face à un processus à grande vitesse qui le dépasse. Et sur lequel il s'interdit d'avoir réellement prise. Le contexte général est au désert des Tartares de la sortie de crise. À l'incantation sur l'inversion des courbes. Aux formules censées se donner un peu d'air sous la pression des marchés et de Bruxelles. Dans une récente interview au Journal du dimanche, François Hollande croit faire un bon mot: « Je veux redonner le sens de notre histoire. Je veux faire aimer la France. Ce que j'ai appris, c'est que la France compte si elle a de bons comptes. » L'horizon gestionnaire

et austéritaire pour tout potage. Et il propose un nouveau leurre, cherchant à appuyer son impuissance sur quelque mot magique: « *On est entré dans la deuxième phase du quinquennat, le redressement n'est pas terminé, mais le retournement économique arrive.* » Le retournement auquel on pense immédiatement c'est l'autre, annoncé dans la pièce en alexandrins de Frédéric Lordon D'un retournement, l'autre. On y trouve quelques fortes répliques sur ce pouvoir réduit aux déclarations d'intention: « *J'énonce les principes, / et je dis la doctrine: / En haut de la vertu je veux que l'on culmine. / À compter de ce jour le monde s'y pliera / Car ces choses auront été dites par moi.* » Loin de la comédie communicante du pouvoir, le retournement attendu et nécessaire est ailleurs: une irruption des citoyens sur la scène politique.

● RAYMOND MACHEREL



Bernard Hasquenoph

Jaurès n'est pas mort

Cent ans après son assassinat, Jean Jaurès reste toujours bien vivant dans la vie politique française. À peine élu, Steeve Briois, maire FN d'Hénin-Beaumont, a insulté sa mémoire en faisant transférer dans son bureau le buste du grand homme qui trônait jusque-là dans le hall de l'hôtel de ville. Le président de la République, lui, s'est fait huer à Carmaux, ville symbole de son engagement socialiste, où il venait lui rendre hommage. Le lendemain, dans sa ville natale de Castres, Jean-Luc Mélenchon déclarait : « *C'est l'année Jaurès. Commémorer est une chose, moi je vais le célébrer et m'en inspirer. Je ne vais pas essayer de me l'approprier comme d'autres.* » Sur le ruban de la gerbe de fleurs qu'il dépose au pied de sa statue, on pouvait lire : « *Reviens, ils sont devenus fous.* »

Si Jean Jaurès le pacifiste, assassiné en 1914 deux jours avant la déclaration de guerre, est devenu une figure tutélaire de la République, il est bien de revenir aux sources. Son centenaire nous en donne l'occasion, avec, comme événement majeur, l'exposition « Jaurès » présentée aux Archives nationales. D'entrée, celle-ci nous confronte à la scène fondatrice de la légende jaurésienne, son assassinat par Raoul Villain le 31 juillet 1914 au Café du Croissant (Paris 2^e). Dans un climat de haine alimenté par la droite et l'extrême droite, le fanatique en voulait au député

socialiste, apôtre de la paix qui, pour empêcher la guerre, prônait la grève générale ouvrière internationale. Sont présentées quelques reliques – costume que portait Jaurès ce jour-là, table de son dernier dîner au marbre classé « Monument historique » ! –, rapports de police, unes de journaux... Lors de ses obsèques quasi officielles, on salue une voix qui « *suppliait pour la paix dans la justice et dans l'honneur.* ». La mobilisation générale décrétée trois jours plus tôt, balaye les réticences de son propre camp, qui avait voté le matin même les crédits de guerre. L'homme et ses engagements pour une humanité fraternelle sont à la hauteur de cette « *trahison* » qui reste toujours dans les mémoires, puisque l'on retrouve l'accusation jusque dans le livre d'or de l'expo. 14-18, une guerre sanglante qui fera une victime parmi des millions : le propre fils de Jaurès, Louis, engagé à 17 ans, tué à 20.

À travers près de 200 documents et objets, films d'époque et enregistrements, l'expo-hommage dévoile l'homme privé et l'homme public. On suit la carrière de ce professeur de philosophie originaire du Tarn devenu journaliste, fondateur de *L'Humanité*, député, cofondateur de la SFIO et brillant orateur. On découvre ses combats parlementaires, la virulence des attaques dont il fit l'objet – les caricaturistes s'en donnaient à cœur joie –, ses engagements pour la laïcité et la défense du progrès social, avec en filigrane la question qui fait toujours débat : était-il réformiste ou révolutionnaire ? ●